



autorité de régulation  
des communications électroniques,  
des postes et de la distribution de la presse

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Étude portant sur les offres de communications électroniques en accès fixe, mobile et couplées fixe-mobile disponibles sur catalogue à destination des professionnels et entreprises

N/Ref. : AO\_TARIFS\_ENT\_180425

Marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert suivant les articles L.2124-2, R.2124-2 1°, et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

**Date limite de remise des candidatures et des offres :**  
**Jeudi 22 mai 2025 à 14h00**

## Pouvoir adjudicateur

Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse  
(Arcep ou Autorité)

14 rue Gerty Archimède - CS 90410

75613 PARIS cedex 12

Adresse Internet du site de l'Autorité : <https://www.arcep.fr>

# Sommaire

Article 1 -	Objet du marché.....	4
Article 2 -	Procédure applicable et forme du marché.....	4
Article 3 -	Allotissement.....	4
Article 4 -	Variantes.....	4
Article 5 -	Conditions de la consultation.....	4
Article 5.1 -	Délai de validité des offres.....	4
Article 5.2 -	Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE).....	4
Article 5.3 -	Conditions de participation des candidats – groupement.....	5
Article 6 -	Modalité de réponse à la consultation.....	6
Article 6.1 -	Présentation des candidatures et des offres.....	6
Article 6.2 -	Pièces relatives à la candidature.....	6
Article 7 -	Contenu des offres.....	11
Article 8 -	Critères d'examen des candidatures et de notation des offres.....	13
Article 8.1 -	Examen des candidatures.....	13
Article 8.2 -	Analyse des offres.....	13
Article 8.3 -	Critères de notation des offres.....	13
Article 9 -	Auditions.....	16
Article 10 -	Consultation, date limite de réception et conditions d'envoi des offres.....	16
Article 10.1 -	Date limite de réception des offres.....	16
Article 10.2 -	Renseignements.....	16
Article 10.3 -	Envoi des offres sous forme dématérialisée.....	17
Article 10.3.1 -	Format des fichiers.....	17
Article 10.3.2 -	Déroulement de la remise d'une offre par l'intermédiaire de la plateforme ...	17
Article 10.3.3 -	Gratuité.....	18
Article 10.3.3 -	Signature et signature électronique.....	18
Article 10.3.4 -	Copie de sauvegarde.....	19
Article 11 -	Mise au point du marché.....	19
Article 12 -	Pièces ou documents à produire par l'attributaire du marché.....	20
Article 13 -	Voies et délais de recours.....	21

# Apperçu du marché et de la consultation

	<b>Où retirer le DCE ?</b>	Le DCE peut être retiré gratuitement sur la Plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <a href="https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise">https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise</a>
	<b>Objet du marché</b>	Étude portant sur les offres de communications électroniques en accès fixe, mobile et couplées fixe mobile disponibles sur catalogue à destination des professionnels et entreprises
	<b>Désignation de l'acheteur</b>	Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep)
	<b>Procédure</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Forme du marché</b>	Marché de services mono-attributaire
	<b>Architecture du marché</b>	Lot unique
	<b>Tranches</b>	Sans objet
	<b>Durée</b>	1 an – 3 reconductions possibles
	<b>Lieu d'exécution</b>	Au sein des locaux du Titulaire – Réunions à prévoir au siège de l'Arcep et à distance
	<b>Prix</b>	Prix global et forfaitaire – Révisable – Phasage budgétaire prévu au sein du CCAP
	<b>Documents à produire</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ <b>Candidature</b> : voir article Article 6.2 - du présent RC</li><li>▪ <b>Offre</b> : voir article Article 7 - du présent RC</li><li>▪ Lors de l'attribution : voir article Article 12 - du présent RC</li></ul>
	<b>Variantes</b>	Non
	<b>PSE</b>	Non
	<b>Négociations</b>	Non
	<b>Examen des offres</b>	Analyse et classement des offres sur la base des critères énoncés à l'article Article 8.3 - du présent RC

# **Marché d'étude portant sur les offres de communications électroniques en accès fixe, mobile et couplées fixe-mobile disponibles sur catalogue à destination des professionnels et entreprises**

## **Article 1 - Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude portant sur le recensement et l'analyse des caractéristiques et des conditions tarifaires des offres de communications électroniques (voix et/ou données) en accès fixe, en accès mobile et couplées fixe-mobile, disponibles sur catalogue et spécifiquement destinées aux clients non résidentiels (ie. destinées aux professionnels et entreprises).

Le détail des prestations à fournir figure dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **Article 2 - Procédure applicable et forme du marché**

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la Commande Publique (ci-après désigné : « le Code »).

Qualifié de marché de services, il est régi par le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (ci-après désigné « CCAG-PI »).

La procédure de consultation utilisée est la procédure d'appel d'offres ouvert suivant les articles L.2124-2, R. 2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code.

## **Article 3 - Allotissement**

Les prestations font l'objet d'un lot unique d'exécution, conformément à l'article L2113-10 du Code. En effet, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

## **Article 4 - Variantes**

Les variantes ne sont **pas autorisées**.

## **Article 5 - Conditions de la consultation**

### **Article 5.1 - Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de **120 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres mentionnée dans l'avis d'appel public à la concurrence et au présent Article 10.1 - .

### **Article 5.2 - Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

L'article R.2132-1 du CCP dispose que les documents de la consultation sont l'ensemble des documents fournis par l'acheteur ou auxquels il se réfère afin de définir son besoin et de décrire les modalités de la procédure de passation, y compris l'avis d'appel à la concurrence.

Les documents fournis par le Pouvoir adjudicateur sont les pièces suivantes :

	Document
1	Le présent <b>Règlement de la Consultation</b> (RC)
2	Le <b>Cahier des Clauses Administratives Particulières</b> (CCAP)
3	Le <b>Cahier des Clauses Techniques Particulières</b> (CCTP)
4	L' <b>Annexe A du CCTP</b> – Extrait du fichier de relevé des offres fixes et mobiles
5	La <b>Décomposition du Prix Global et Forfaitaire</b> (DPGF)
6	Le <b>cadre de réponse</b>
7	L' <b>attestation sur l'honneur</b> sur la situation du candidat vis-à-vis d'une société du numérique ou des télécoms
8	Un modèle de <b>lettre de candidature</b> (formulaire DC1)
9	Un modèle de <b>déclaration du candidat</b> (formulaire DC2)
10	Un modèle de <b>déclarations de sous-traitance</b> (formulaire DC4)

Les pièces générales (Code de la commande publique, CCAG-PI) sont réputées connues des parties et ne sont pas jointes au dossier de consultation.

Les candidats peuvent télécharger gratuitement les documents de la consultation ainsi que l'avis d'appel à la concurrence à l'adresse suivante :

[PLACE - Plate-forme des achats de l'Etat \(marches-publics.gouv.fr\)](https://marches-publics.gouv.fr)

Les candidats qui souhaitent retirer le dossier de consultation de manière anonyme sont informés que l'Arcep ne pourra leur transmettre les éventuelles modifications ou précisions qui pourraient affecter les documents en cours de consultation.

### Article 5.3 - Conditions de participation des candidats – groupement

Le candidat pourra se présenter en entreprise unique ou en groupement d'entreprises.

Aucune modification du groupement ne sera admise entre la remise des offres et la notification du présent marché.

Il est interdit aux candidats de présenter leur candidature en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement d'entreprises, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de le contraindre à revêtir une forme juridique impliquant la solidarité de ses membres dans la mesure où cette transformation est nécessaire pour la bonne exécution du marché.

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement.

## Article 6 - Modalité de réponse à la consultation

### Article 6.1 - Présentation des candidatures et des offres

Les documents remis par les candidats doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Tout document en langue étrangère sera considéré comme non fourni.

Les documents transmis par les candidats dans le cadre de cette consultation doivent :

- Être clairs, concis et précis ;
- S'en tenir à apporter des réponses au besoin exprimé et aux exigences formulées par l'Arcep.

### Article 6.2 - Pièces relatives à la candidature

L'utilisation du formulaire **DUME (cas n°1)** est possible (sauf pour les candidats n'ayant pas de numéro de SIRET, de numéro de TVA intracommunautaire, de numéro de structure hors UE, de RIDET ou de numéro Tahiti), mais le candidat peut répondre par **tout autre moyen (cas n°2)**.

**Les candidats sont informés que le défaut de transmission de l'un des documents mentionnés ci-dessous pourra entraîner le rejet de leur candidature.**

**Attention, l'attribution du marché est conditionnée à la production, par le titulaire pressenti, des documents définis à l'Article 12 - du résest RC.**

#### ➤ Cas n°1 : Candidature suivant la procédure DUME - article R.2143-4 du Code

Le Document Unique de Marché Européen (DUME) est à la disposition des candidats sur la plateforme de dématérialisation suivante : <https://marches-publics.gouv.fr>.

Plus généralement, tous les renseignements concernant l'élaboration du DUME peuvent être trouvés à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/accueil/operateur-economique>.

Grâce à cette fonction, les candidats sont dispensés du dépôt de certains documents de candidature (notamment la lettre de candidature DC1 et la déclaration du candidat DC2).

Les candidats ne possédant pas de numéro SIRET, de numéro de TVA intracommunautaire, de numéro de structure hors UE, de RIDET ou de numéro Tahiti ne peuvent pas encore bénéficier du **DUME**.

Si le candidat est dans l'impossibilité de fournir un ou plusieurs documents ou renseignements demandés ci-après, du fait par exemple d'une création récente, il joint à son dossier un courrier explicatif, daté et signé, et accompagné des justificatifs appropriés.

Le candidat peut demander que soient également prises en compte des capacités professionnelles et techniques d'un ou de plusieurs **sous-traitants**. Dans ce cas, le candidat devra justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants en produisant l'ensemble des documents demandés ci-dessous (DC4 et renseignements demandés dans le DUME au titre des capacités au sein du tableau ci-dessous).

**Les documents suivants doivent être joints au titre de la candidature (avec l'offre) :**

	Document	Format	Indications
1	Formulaire DUME pré-rempli dans toutes ses mentions	PDF ou xml	<p><b>OBLIGATOIRE.</b></p> <p>Le DUME devra obligatoirement rempli dans toutes ses mentions et être rédigé en français.</p> <p>Le candidat veille ainsi à la complétude des champs relatifs à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>l'aptitude professionnelle</b>, et en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ pas de renseignements particuliers attendus pour la présente consultation ;</li> </ul> </li> <li>- <b>la capacité économique et financière</b>, et notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les <b>3 derniers</b> chiffres d'affaires,</li> <li>▪ le chiffre d'affaire moyen <b>sur 3 ans</b>,</li> <li>▪ les <b>3 derniers</b> chiffres d'affaires annuels dans le domaine d'activité du marché (le cas échéant),</li> <li>▪ le chiffre d'affaires annuel moyen <b>sur 3 ans</b> dans le domaine d'activité du marché (le cas échéant);</li> </ul> </li> <li>- <b>les capacités techniques et professionnelles</b>, et notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les champs pour les marchés de services, et en particulier : principaux services fournis (principales prestations effectuées) avec le montant, la date, une désignation du commanditaire public ou privé) en relation avec l'objet du marché ou en lien direct avec le marché (le cas échéant) <b>sur les 3 dernières années.</b></li> </ul> </li> </ul> <p>Le candidat peut joindre des attestations d'exécution à sa candidature.</p>
2	L'attestation sur l'honneur sur la situation du candidat vis-à-vis d'une société du numérique ou des télécoms	PDF	<p><b>OBLIGATOIRE.</b></p> <p>L'attestation sur l'honneur complétée, permettant d'apprécier une éventuelle dépendance (capitalistique, financière ou commerciale) vis-à-vis d'une société du numérique ou de communications électroniques. L'Autorité traitera dans le respect du secret des affaires toute information transmise par le candidat en la matière.</p> <p>L'attestation est fournie par l'Autorité dans le DCE.</p>

	Document	Format	Indications
3	La Copie du (des) jugement(s) relatifs à un <b>redressement</b> judiciaire	PDF	<b>LE CAS ECHEANT.</b> <b>OBLIGATOIRE SI LE CANDIDAT (OU LE MEMBRE DU GROUPEMENT) EST EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE.</b>
4	Pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat	PDF	Le cas échéant.
5	Déclaration(s) de <b>sous-traitance</b> et éventuels documents attestant des capacités du sous-traitant	PDF Formulaire DC4	Le cas échéant. Le candidat joint à son offre un formulaire DC4. Pour cela, l'Autorité joint un modèle de DC4 pré-rempli au sein du DCE. Y figurent : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature des prestations sous-traitées ;</li> <li>- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;</li> <li>- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;</li> <li>- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;</li> <li>- les capacités du sous-traitant sur lesquelles l'opérateur économique s'appuie ;</li> <li>- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par le Code de la commande publique (case à cocher).</li> </ul>
6	<b>Attestation d'assurance</b> contre les risques professionnels en cours de validité	PDF	Facultatif au moment de la candidature, mais obligatoire pour l'attribution du marché.
7	<b>RIB</b> <b>KBIS</b> <b>Attestations fiscales et sociales</b>	PDF	Facultatif au moment de la candidature, mais obligatoire pour l'attribution du marché.

**Les candidats sont informés que le défaut de transmission de l'un des documents susmentionnés pourra entraîner le rejet de leur candidature.**

**Attention : l'attribution du marché est conditionnée à la production, par le titulaire pressenti, des documents désignés à l'Article 12 - du présent RC.**



➤ **Cas n° 2 : candidature transmise hors DUME**

Ce mode de réponse est obligatoire pour les candidats qui pour un candidat n'ayant pas de numéro de SIRET, de numéro de TVA intracommunautaire, de numéro de structure hors UE, de RIDET ou de numéro Tahiti.

Dans les autres cas, il est possible (mais pas obligatoire) de déposer un DUME (**cas n°1**).

Si le candidat est dans l'impossibilité de fournir un ou plusieurs documents ou renseignements demandés ci-après, du fait par exemple d'une création récente, il joint à son dossier un courrier explicatif, daté et signé, et accompagné des justificatifs appropriés.

Le candidat peut demander que soient également prises en compte des capacités professionnelles et techniques d'un ou de plusieurs **sous-traitants**. Dans ce cas, le candidat devra justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants en produisant l'ensemble des documents demandés ci-dessous (DC4 et documents 2 et 3 du tableau ci-dessus concernant le(s) sous-traitant(s)).

**Les documents suivants doivent être joints au titre de la candidature (avec l'offre) :**

	Document	Format	Indications
1	<b>Lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ses cotraitants</b>	PDF  Formulaire DC1 (ou format libre)	<b>OBLIGATOIRE.</b>  Le candidat unique devra produire une lettre de candidature présentant son entreprise. Pour cela, l'Autorité joint un modèle de DC1 pré-rempli au sein du DCE.  En cas de groupement, une lettre de candidature devra également être produite présentant chaque entreprise constituant le groupement et habilitant l'entreprise mandataire à présenter le dossier de candidature. Ce document devra être produit en un seul exemplaire pour l'ensemble du groupement.  Le cas échéant, le candidat veille à cocher la case correspondante concernant la déclaration sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés au sein du Code concernant les interdictions de soumissionner.
2	<b>Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement</b>	PDF  Formulaire DC2 (ou format libre)	<b>OBLIGATOIRE.</b>  Pour cela, l'Autorité joint un modèle de DC2 pré-rempli au sein du DCE  Dans le cas d'un groupement, chaque membre du groupement produit la déclaration.  Le candidat veille à la complétude des éléments suivants : :  - <b>l'aptitude professionnelle (rubrique E)</b> , et en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ pas de renseignements particuliers attendus pour la présente consultation ;</li></ul>

	Document	Format	Indications
			<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>la capacité économique et financière (rubrique F)</b>, et notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les <b>3 derniers</b> chiffres d'affaires,</li> <li>▪ le chiffre d'affaire moyen <b>sur 3 ans</b>,</li> <li>▪ les <b>3 derniers</b> chiffres d'affaires annuels dans le domaine d'activité du marché (le cas échéant),</li> <li>▪ le chiffre d'affaires annuel moyen <b>sur 3 ans</b> dans le domaine d'activité du marché (le cas échéant);</li> </ul> </li> <li>- <b>et les capacités techniques et professionnelles (rubrique G)</b>, et notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ principaux services fournis (principales prestations effectuées) avec le montant, la date, une désignation du commanditaire public ou privé) en relation avec l'objet du marché ou en lien direct avec le marché (le cas échéant) <b>sur les 3 dernières années</b>.</li> </ul> </li> </ul> <p>Le candidat peut joindre des attestations d'exécution à sa candidature.</p>
<b>3</b>	<b>L'attestation sur l'honneur</b> sur la situation du candidat vis-à-vis d'une société du numérique ou des télécoms	PDF	<p><b>OBLIGATOIRE.</b></p> <p>L'attestation sur l'honneur complétée, permettant d'apprécier une éventuelle dépendance (capitalistique, financière ou commerciale) vis-à-vis d'une société du numérique ou de communications électroniques. L'Autorité traitera dans le respect du secret des affaires toute information transmise par le candidat en la matière.</p> <p>L'attestation est fournie par l'Autorité dans le DCE.</p>
<b>4</b>	La copie du (des) jugement(s) relatifs à un redressement judiciaire	PDF	<p><b>Le cas échéant.</b></p> <p><b>OBLIGATOIRE SI LE CANDIDAT (OU LE MEMBRE DU GROUPEMENT) EST EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE.</b></p>
<b>5</b>	Pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat	PDF	<p><b>Le cas échéant.</b></p>

	Document	Format	Indications
6	Déclaration(s) de <b>sous-traitance</b> et éventuels documents attestant des capacités du sous-traitant	PDF Formulaire DC4	<p><b>Le cas échéant.</b></p> <p>Le candidat joint à son offre un formulaire DC4. Pour cela, l'Autorité joint un modèle de DC4 pré-rempli au sein du DCE.</p> <p>Y figurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature des prestations sous-traitées ;</li> <li>- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;</li> <li>- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;</li> <li>- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;</li> <li>- les capacités du sous-traitant sur lesquelles l'opérateur économique s'appuie ;</li> <li>- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par le Code de la commande publique (case à cocher).</li> </ul>
7	<b>Attestation d'assurance</b> contre les risques professionnels en cours de validité	PDF	Facultatif au moment de la candidature, mais obligatoire pour l'attribution du marché.
8	<b>RIB</b> <b>KBIS</b> <b>Attestations fiscales et sociales</b>	PDF	Facultatif au moment de la candidature, mais obligatoire pour l'attribution du marché.

## Article 7 - Contenu des offres

**Les candidats sont informés que le défaut de transmission de l'un des documents susmentionnés pourra entraîner le rejet de leur offre.**

Attention : les conditions générales de vente du candidat (ou tout autre document similaire édité ou habituellement utilisé par le candidat) ainsi que les conditions générales et particulières éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent marché. Elles ne deviendront pas contractuelles.

Les candidats transmettront impérativement les documents suivants :

- Le **mémoire technique daté et signé**, présentant l'objet du marché, les prestations envisagées, détaillant l'offre technique et permettant de contrôler la conformité de l'offre aux exigences formulées par le CCAP, le CCTP ainsi que l'Article 8.3 - du présent RC.

Le mémoire technique doit répondre à chacune des exigences du CCTP, aux délais contractuels et exposer l'organisation du candidat pour réaliser les prestations attendues, la méthodologie proposée et un calendrier prévisionnel de déroulement de la mission (y compris la remise des livrables), prenant en compte les échéances précisées par l'Autorité ;

Le mémoire technique doit faire apparaître le nombre d'intervenants mobilisables pour réaliser les prestations, leur *curriculum vitae* (qui feront apparaître leurs compétences en rapport avec l'objet des prestations), un engagement sur la disponibilité des équipes chargées de la réalisation des prestations et un état des moyens logistiques et ressources susceptibles d'être employés.

Le candidat peut remplir et joindre le **cadre de réponse** complété en plus du mémoire technique s'il le souhaite. La remise du cadre de réponse n'exonère pas le candidat de la remise d'un mémoire technique.

- **La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**, telle qu'établie et fournie par l'Arcep, sans possibilité pour le candidat de modifier le document, à l'exception de l'insertion des prix hors taxes.

L'ensemble des frais nécessaires au bon accomplissement des prestations devront être intégrés forfaitairement dans la proposition financière. L'ensemble des éléments demandés devront être complétés. Dans le cas où l'offre du candidat ne serait pas assujettie à la TVA, le candidat veille à en indiquer les raisons au sein du document et supprimer la TVA des valeurs prévues à cet effet dans la DPGF.

La DPGF doit être remise sous format tableur et PDF, le PDF devant être **daté et signé**.

La DPGF ne pourra pas être modifiée par le candidat ultérieurement à la date limite de remise des offres, hors cas d'erreur manifeste.

#### Synthèse des éléments attendus concernant l'offre

	Document	Format	Indications
1	Mémoire technique	PDF daté et signé	<b>OBLIGATOIRE</b>
2	CV de l'équipe pressentie	PDF	<b>OBLIGATOIRES</b> Peuvent-être inclus au sein du mémoire technique
3	DPGF	Excel ET PDF daté et signé	<b>OBLIGATOIRE</b>
5	Cadre de réponse	PDF ou Word	Facultatif

L'acte d'engagement du marché ne sera remis qu'au titulaire pressenti, à l'issue de l'examen des candidatures et des offres par l'Autorité.

## Article 8 - Critères d'examen des candidatures et de notation des offres

### Article 8.1 - Examen des candidatures

En vertu de l'article R.2144-3 du Code, les critères qui guideront le comité de sélection pour l'examen des candidatures sont l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière ainsi que les capacités techniques et professionnelles.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, le pouvoir adjudicateur élimine les candidats qui ne peuvent être autorisés à soumissionner en application des dispositions de l'article R.2144-7 du Code.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur constate l'absence ou l'incomplétude des pièces de la candidature dont la production était réclamée, il conserve la possibilité de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai de cinq (5) jours maximum à compter de la réception d'une demande en ce sens. Cette faculté de régularisation répond aux dispositions de l'article R.2144-2 du Code.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement, au regard des documents et renseignements demandés, se fera de manière globale.

### Article 8.2 - Analyse des offres

Le pouvoir adjudicateur écarte les offres irrégulières, inacceptables, inappropriées, ou anormalement basses, en vertu des articles L.2152-1 à L.2152-6 du Code.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur constate qu'une offre est irrégulière en raison de l'absence ou de l'incomplétude des pièces de la candidature dont la production était réclamée, il conserve la possibilité de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai de cinq jours maximum à compter de la réception d'une demande en ce sens par courriel, à l'exception des offres anormalement basses. Cette faculté de régularisation répond aux dispositions de l'article R.2152 du Code.

### Article 8.3 - Critères de notation des offres

L'ensemble des offres fera l'objet d'un examen par un comité de sélection constitué de représentants du Pouvoir adjudicateur.

Les critères de jugement des offres sont énoncés ci-dessous ainsi que la pondération donnée à chacun de ces critères (sur 100) :

Description des critères	Nb points
<b>Critère n°1 : Valeur technique</b> <i>Ce critère est analysé sur la base de l'évaluation des sous-critères suivants, pondérés comme suit :</i>	<b>45 points</b>
▪ <b>Sous-critère 1 : Compréhension des enjeux de l'étude</b>	<b>25 points</b>

Description des critères	Nb points
<p><i>Ce sous-critère évalue la capacité du candidat à analyser et appréhender les enjeux de l'étude.</i></p> <p><i>La compréhension sera appréciée à travers l'ensemble des détails apportés au sein du mémoire technique et sera analysé sur la base de l'évaluation des éléments suivants, pondérés comme suit :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>1. Compréhension générale du besoin et capacité du candidat à analyser et appréhender les enjeux de l'étude.</b></li> </ul> <p>La compréhension sera appréciée à travers l'ensemble des détails apportés au sein du mémoire technique eu égard aux attentes et aux éléments fournis par l'Autorité au sein du CCTP, ainsi que sur l'adéquation des livrables prévus au besoin exprimé par l'Autorité.</p>	<p>15 points</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>2. Connaissance du secteur et des opérateurs sur lesquels porte l'étude</b></li> </ul> <p>Cela sera évalué sur les détails apportés au sein du mémoire technique par le candidat sur la connaissance du secteur et des opérateurs.</p>	<p>10 points</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Sous-critère 2 : Méthodologie de collecte, de traitement et d'analyse des données</b></li> </ul> <p><i>Ce sous-critère est analysé sur la base de l'évaluation des éléments suivants, pondérés comme suit :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>1. Méthodologie concernant la collecte, le traitement des données</b></li> </ul> <p>Évaluation de la méthodologie proposée par le candidat concernant la collecte, le traitement des données, de sa cohérence avec l'objet de la prestation, des détails apportés sur les modalités et les sources de recueil des informations attendues, ainsi que de la description des outils et supports que le candidat prévoit d'utiliser pour l'exécution de ces prestations.</p>	<p>10 points</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ <b>2. Méthodologie concernant l'analyse des données et la rédaction des rapports</b></li> </ul> <p>Évaluation de la méthodologie proposée par le candidat concernant l'analyse des données et la rédaction des rapports, de sa cohérence avec l'objet de la prestation et des livrables attendus, ainsi que de la description des outils et supports que le candidat prévoit d'utiliser pour l'exécution de ces prestations.</p>	<p>5 points</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>■ <b>Sous-critère 3 : Modalités organisationnelles et respect des délais</b></li> </ul> <p>Ce sous-critère évalue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une part, les garanties apportées par le candidat au respect du calendrier fixé par le CCTP ;</li> <li>- et, d'autre part, les modalités organisationnelles prévues par le candidat tout au long du projet.</li> </ul> <p>Ces éléments seront analysés sur la base des éléments donnés par le candidat au sein du mémoire technique pour l'organisation des prestations.</p>	<p>10 points</p>

Description des critères	Nb points
<p>- <b><u>Critère n°2 : Qualité de l'équipe chargée de l'étude</u></b></p> <p><i>Ce critère est analysé sur la base de l'évaluation des sous-critères suivants, pondérés comme suit :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li> <p><b>Sous-critère 1 : Dimensionnement de l'équipe dédiée au marché</b> <span style="float: right;"><b>5 points</b></span></p> <p>Ce sous-critère évalue le dimensionnement de l'équipe prévue par le candidat, notamment au regard des fonctions et du nombre d'intervenants mobilisables.</p> </li> <li> <p><b>Sous-critère 2 : Expérience et expertise des profils des intervenants pressentis</b> <span style="float: right;"><b>10 points</b></span></p> <p>Ce sous-critère évalue l'adéquation de l'expérience et de l'expertise des profils pressentis avec les attentes exposées dans le CCTP. Celles-ci seront évaluées au regard de leurs compétences et appréciées au vu des <i>curriculum-vitae</i> fournis, de références, de publications, de contributions, d'études similaires, d'expériences et de compétences justifiant l'expertise des profils pressentis relative au présent marché.</p> </li> </ul>	<b>15 points</b>
<p>- <b><u>Critère n°3 : Environnement</u></b></p> <p>Ce critère évalue la description des mesures mises en œuvre par le candidat pour répondre aux enjeux environnementaux et réduire l'empreinte carbone <b><u>dans le cadre de l'exécution des prestations</u></b> du marché.</p> <p>Une importance particulière sera portée à la capacité du candidat à <b><u>circonstancier au présent marché</u></b> : l'Autorité ne prendra pas en compte les mesures générales, telles que la politique RSE de l'entreprise, et qui n'ont pas de mise en application pour le marché.</p>	<b>5 points</b>
<p>- <b><u>Critère n°4 : Prix</u></b></p> <p>Le prix des prestations est analysé au regard du montant total de la DPGF remise par le candidat.</p> <p>Dans la mesure où l'analyse porte sur le prix de règlement, dans le cas où le candidat serait exonéré de TVA, mais que l'Autorité serait amenée à verser la TVA pour la prestation, le prix retenu pour la note sera celui du DQE incrémenté de la TVA qui sera payée par l'Arcep. Le taux de la TVA pour les prestations prévues au sein du marché est de 20%.</p> <p>La note de 35/35 est attribuée à l'offre la moins disante.</p> <p>La note des autres candidats est calculée selon la formule suivante :</p> <p style="text-align: center;"><i>(Prix de l'offre la moins disante TTC / Prix de l'offre évaluée TTC) x 35</i></p>	<b>35 points</b>

En cas d'égalité après application des critères, le candidat ayant obtenu la meilleure note sur la base du critère **Valeur technique** sera classé en première position.

Les candidats sont informés que, lors de l'examen des offres, l'Arcep se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails ayant servi à l'élaboration des prix qu'elle estimera nécessaires.

L'Arcep se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour motif d'intérêt général.

## Article 9 - Auditions

Le Pouvoir adjudicateur pourra, le cas échéant, auditionner le ou les candidat(s) dont les offres appellent des précisions. Ces demandes de précisions pourront également être adressées par écrit.

Le Pouvoir adjudicateur pourra, le cas échéant, auditionner formellement tous les candidats. Lors de ces auditions, les soumissionnaires seront invités à venir soutenir leur offre, en particulier leur mémoire technique et ses éventuelles annexes, auprès du Pouvoir adjudicateur. Les soumissionnaires devront convier à cette réunion le/les intervenants dédiés au marché.

Le nombre d'auditions, identique pour tous les candidats, est fixé à une audition par candidat d'une durée de soixante (60) minutes maximum.

Les auditions seront programmées en visio-conférence et/ou présentiel.

Les questions, lieu, date et heure d'audition seront spécifiés dans les courriels de demandes d'audition.

Les auditions pourront faire l'objet d'un enregistrement.

Un procès-verbal de l'audition sera établi.

**Les auditions ne constituent en aucun cas une négociation et ne peuvent conduire à une modification de l'offre.**

## Article 10 - Consultation, date limite de réception et conditions d'envoi des offres

Le pouvoir adjudicateur pourra modifier le DCE pendant la durée de la consultation, sans toutefois que les modifications apportées n'interviennent au-delà d'un délai de six jours calendaires avant le terme de la consultation. Les soumissionnaires doivent répondre au DCE dans sa dernière version. Les soumissionnaires doivent répondre au DCE dans sa dernière version.

### Article 10.1 - Date limite de réception des offres

La date limite de réception des offres est fixée **le 22 mai 2025 à 14 heures**.

**Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts**

### Article 10.2 - Renseignements

Les questions d'ordre technique concernant le DCE doivent être posées uniquement via le champ dédié sur la plateforme des achats de l'Etat durant la période de consultation.

Ces questions devront être transmises au plus tard huit jours calendaires avant le terme de la consultation (soit le 14 mai 2024).

Les réponses à ces questions seront anonymisées et portées à la connaissance de toute personne ayant retiré le dossier de la consultation de manière non anonyme, via la plateforme au plus tard six jours calendaires avant le terme de la consultation (soit le 16 mai 2024).



## Article 10.3 - Envoi des offres sous forme dématérialisée

Les soumissionnaires devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de la procédure dématérialisée.

Les offres seront transmises impérativement par voie dématérialisées par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation PLACE à l'adresse internet suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le candidat doit remplir obligatoirement le champ « e-mail » afin de pouvoir recevoir l'accusé de réception électronique envoyé par la plateforme du Pouvoir Adjudicateur.

Pour pouvoir faire une offre électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme.

Avant de transmettre son offre par le biais de la plateforme, le candidat est invité à faire analyser ses plis par un logiciel antivirus à jour. En cas de détection d'un virus, le Pouvoir Adjudicateur pourra éventuellement tenter de récupérer le fichier du candidat à l'aide d'un logiciel anti-virus. Pour autant, si le fichier du candidat est endommagé ou si l'antivirus ne parvient pas à récupérer les éléments, l'offre du candidat sera mise en quarantaine et sera rejetée.

### Article 10.3.1 - Format des fichiers

Les formats compatibles que la personne publique peut lire sont :

« .doc » ; « .docx » ; « .xls » ; « .xlsx » ; « .rtf » ; « .pdf » ; « .ppt » ; « .pptx » ; « .7z ».

Le soumissionnaire est invité, compte-tenu de l'environnement informatique du Pouvoir Adjudicateur, à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe », les « .bmp » ;
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros ».

### Article 10.3.2 - Déroulement de la remise d'une offre par l'intermédiaire de la plateforme

Il est rappelé que la durée de téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L'attention des candidats est attirée sur le fait que seule la bonne fin de la transmission complète du dossier génère l'accusé du dépôt de pli électronique qui doit intervenir avant la date et heure fixée dans l'Avis d'appel public à la concurrence. En cas de modification de cette date limite de remise des offres en cours de procédure, c'est cette dernière modification qui s'imposera aux candidats.

Les données échangées sont cryptées.

**Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre à la dernière minute et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme.**

En l'état actuel de la technologie toutes les offres seront rematérialisées, notamment pour la signature de l'offre retenue, ainsi que pour sa notification.

Les offres reçues sous forme papier seront déclarées irrecevables.

La transmission par simple support physique électronique, CD-ROM ou autre support matériel n'est pas autorisée.

Si une offre est envoyée plusieurs fois, le dernier envoi annule et remplace le(s) précédent(s) si celui-ci est parvenu avant la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres devront être remises impérativement avant la date et l'heure limites indiquées à l'Article 10.1 - du présent Règlement de la consultation. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les offres qui seraient remises après la date et l'heure limites de réception des offres ne seront pas examinées.

#### Article 10.3.3 - Gratuité

La procédure est gratuite. Seuls les frais relatifs à l'obtention et l'utilisation des certificats de signature électronique sont à la charge des candidats.

#### Article 10.3.3 - Signature et signature électronique

La signature de l'acte d'engagement et des pièces de la candidature et de l'offre pour lesquelles une signature est demandée pourra se faire sous format manuscrit ou électronique.

Dans le cas d'une signature électronique, les exigences suivantes devront être respectées.

a) Les exigences relatives aux certificats de signature électronique du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

➤ **1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"**

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- <https://eidas.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/home>
- [https://cyber.gouv.fr/produits-services-qualifies?categorie\\_psq=Delivrance%20de%20certificats%20de%20signature%20electronique&field\\_type\\_service\\_value%5Beidas%5D=eidas&sort\\_bef\\_combine=nom\\_du\\_four\\_nisseur\\_ASC&page=0](https://cyber.gouv.fr/produits-services-qualifies?categorie_psq=Delivrance%20de%20certificats%20de%20signature%20electronique&field_type_service_value%5Beidas%5D=eidas&sort_bef_combine=nom_du_four_nisseur_ASC&page=0)

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

➤ **2<sup>ème</sup> cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance**

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire :

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification... Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

b) Outil de signature électronique utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

- **1<sup>er</sup> cas** : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plateforme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

- **2<sup>ème</sup> cas** : Lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :
- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES.
  - 2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- Le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- Le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

**Rappel général**

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

**Article 10.3.4 - Copie de sauvegarde**

Le candidat qui effectue une transmission électronique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM, DVD Rom, Clé USB etc.) dans les délais impartis mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence.

La copie de sauvegarde contient l'offre (y compris pour les supports physiques électroniques).

Les documents de la copie de sauvegarde doivent également être signés dans les mêmes conditions que celles demandées pour l'envoi de l'offre initiale

Depuis l'entrée en vigueur du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du Code de la Commande Publique, la copie de sauvegarde peut désormais être transmise par voie dématérialisée.

**Article 11 - Mise au point du marché**

En vertu de l'article R. 2152-13 du Code, le pouvoir adjudicateur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes du marché avant sa signature.

Cependant, cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles du marché ou de l'offre de l'attributaire.

## Article 12 - Pièces ou documents à produire par l'attributaire du marché

L'attribution du marché est conditionnée à la production, par le titulaire pressenti, des documents désignés ci-après.

Le titulaire pressenti devra produire les documents suivants en un seul exemplaire **dans un délai de dix (10) jours ouvrés** à compter de l'attribution du marché :

Document	Indications
<b>Documents d'immatriculation</b> (article R2143-8 du Code)	Production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
<b>Attestation de régularité sociale</b> (article L2141-2 et R2143-7 du Code)	<p>Le titulaire pressenti remet l'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale</p> <p>S'il est établi dans un État membre de l'Union européenne autre que la France, il doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France.</p> <p>S'il est établi dans un pays tiers, il doit, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays.</p>
<b>Attestation de régularité fiscale</b> (article L2141-2 et R2143-7 du Code)	<p>Le titulaire pressenti remet le formulaire n°3666-SD ou un document équivalent.</p> <p>S'il est établi dans un État membre de l'Union européenne autre que la France, il doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine, selon les mêmes modalités que celles qui sont prévues ci-dessus pour le candidat établi en France.</p> <p>S'il est établi dans un pays tiers, il doit, pour les impôts, taxes et cotisations sociales ne donnant pas lieu, dans ledit pays, à la délivrance d'un certificat par les administrations et organismes de ce pays, produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative de ce pays.</p>
Jugement(s) en cas de redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire

Il fournira, de plus :

Document	Indications
<b>RIB</b>	Au nom de la société du Titulaire, du mandataire du groupement, du groupement, ou fourniture d'un RIB par membre du groupement.
<b>Attestation d'assurance</b>	Attestation d'assurance responsabilité civile, professionnelle, en cours de validité

Dans le cas où le titulaire pressenti n'est pas en mesure de fournir l'un des documents susmentionnés, il en informe l'Autorité dans les plus brefs délais.

## Article 13 - Voies et délais de recours

Le tribunal compétent est le **Tribunal administratif de Paris** – 7 rue de Jouy – 75181 Paris CEDEX 04.

Le délai de suspension de la signature du marché public est de onze jours, à compter de la notification de la lettre de rejet.

Avant la signature du contrat, le candidat peut introduire l'action suivante :

- **Référé précontractuel** (*Code de justice administrative, art. L551-1 et suivants*) : le candidat peut, s'il le souhaite, exercer un référé précontractuel contre la présente procédure de passation, devant le président du tribunal administratif de Paris 7 Rue de Jouy, 75004 Paris, dans le délai cité *supra* et en tout état de cause avant la signature du marché ;

Après la signature du contrat, le candidat évincé peut introduire les actions suivantes :

- **Référé contractuel** devant le Juge des référés du tribunal administratif compétent (*Code de justice administrative, art. L551-13 et suivants*) dans les 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de six mois à compter du lendemain de la conclusion du marché si un tel avis n'a pas été publié ;
- **Recours de pleine-juridiction** (*Conseil d'Etat, 4 avril 2014, Tarn et Garonne, n°358994*) : ce recours doit être introduit dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

En outre, deux voies de recours amiables sont possibles après la signature du présent marché et dans le respect des délais de recours contentieux mentionnés *supra* :

- Le recours au médiateur des entreprises ;
- Le recours au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris – 5 rue Leblanc – 75911 Paris CEDEX 15